

L'Adresse—M. Lewis

canadiens situés en haut de l'échelle reçoivent davantage en traitements et salaires que les 50 p. 100 des Canadiens au bas de l'échelle. C'est parfaitement clair. Il existe énormément d'injustices dans notre pays, des injustices à cause desquelles la plupart des Canadiens ne sont pas en mesure de quitter la population active après avoir passé la majeure partie de leur vie à travailler.

[Français]

Mes collègues et moi nous sommes fiers d'avoir participé durant la dernière session à l'élaboration d'une série de lois qui ont apporté une augmentation considérable des pensions de sécurité de la vieillesse et des pensions des anciens combattants. Le système de pensions de sécurité de la vieillesse demeure cependant insuffisant pour répondre avec pleine justice aux besoins des personnes âgées.

Je veux souligner ce qui suit, monsieur l'Orateur: nous, les privilégiés de la société, avons tendance à oublier que la plupart des tâches qui sont nécessaires au bon fonctionnement de notre société sont monotones, sans satisfaction personnelle ou récompense esthétique. Ce n'est ni plaisant ni payant de ramasser les déchets des autres. Un homme ou une femme qui doit travailler à ce genre de tâche durant trois ou quatre décennies mérite de pouvoir prendre sa retraite à l'âge de 60 ans si il ou elle veut le faire. Et pour cela, il faut que la société lui assure un niveau de pension raisonnable, car je suis convaincu qu'un grand nombre de Canadiens qui aimeraient prendre leur retraite à l'âge de 60 ans n'ont pas les moyens de le faire.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, il m'est impossible d'aborder en 30 ou en 40 minutes tous les domaines dont j'aimerais parler aujourd'hui, mais pour conclure, j'aimerais mentionner brièvement deux autres questions. Je tiens à dire que j'ai été profondément déçu par le fait que le gouvernement n'a même pas parlé du Nord du Canada ni de la population indigène de notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: C'est une omission très chagrinante en particulier en raison du grand nombre de questions vitales qui touchent l'avenir et le destin de la population indigène de notre pays. Je n'arrive absolument pas à comprendre comment le ministre responsable a pu permettre une telle négligence—une négligence qui est aussi insensible que dangereuse, non seulement pour la population indigène mais également pour l'avenir de la démocratie dans notre pays.

Le discours du trône parle beaucoup de l'agriculture, des disparités régionales et des injustices relatives aux tarifs-marchandise. Nous avons déjà entendu ces mêmes phrases auparavant; nous les avons entendues à plusieurs reprises et sous de nombreuses législatures dirigées par les gouvernements libéral et conservateur mais le fait est qu'il n'y a toujours pas de sécurité pour l'agriculteur, que les disparités s'accroissent dans notre pays et que la politique nationale en matière de transport continue d'être un échec flagrant sous le mandat du ministre qui est actuellement responsable de ce ministère.

Je tiens à dire, monsieur l'Orateur, que nous, membres du Nouveau parti démocratique, souhaitons que notre Parlement prenne réellement des mesures, cesse de se contenter de mots, mais qu'il agisse de façon à ce que l'Ouest, l'Est et le Nord du Canada jouissent des mêmes normes de développement que le centre de notre pays.

Je crois que le défi qui s'impose au Canada à l'heure actuelle est l'aptitude du Parlement et du gouvernement à

[M. Lewis.]

restreindre les pouvoirs et les mesures irresponsables que prennent les sociétés. Bon nombre d'entre elles ont des intérêts à l'étranger, car elles sont multinationales. Le défi consiste à être capable de prendre des mesures efficaces pour imposer les bénéfices excessifs et exorbitants de ces sociétés, de leur faire enfin payer leur juste part des fonds nécessaires pour diriger le pays et pour appliquer les programmes sociaux qui seuls nous donnent le droit de parler du Canada comme d'une société civilisée. Et surtout, monsieur l'Orateur, nous devons prendre le contrôle de l'économie canadienne des mains des sociétés multinationales qui considèrent notre pays, comme tous les autres, comme une simple source de ressources naturelles exploitables.

Je crois fermement que durant la présente session nous devons, pour le compte de tous les Canadiens, de raffermir le pouvoir et la maîtrise du gouvernement sur l'économie par de nouvelles méthodes de planification sociale et de nouvelles priorités sociales. Sinon, nous devons avouer que nous avons manqué à nos obligations face au coût de la vie, à la sécurité familiale et à notre avenir économique. En terminant, monsieur l'Orateur, j'ajouterai que ce manquement ne saurait être imputé ni au peuple canadien ni au Canada, mais c'est bien leur avenir qui sera gravement compromis par l'inertie du Parlement.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je tiens d'abord à féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône (MM. Stollery et Pelletier (Sherbrooke)) qui, suivant la coutume, ont eu l'honneur d'amorcer ce débat et qui, je dois le reconnaître, se sont acquittés de cette tâche avec brio. Si le discours du trône avait été aussi étoffé que leurs discours, monsieur le président, je tiendrais probablement des propos différents.

J'ai écouté avec surprise ce qu'a dit le très honorable premier ministre (M. Trudeau) dans son discours que je qualifie de politique. Quant aux interventions du chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), on va les oublier parce que c'est la même chose qu'il nous répète depuis longtemps. Tout ce qu'il dit, c'est que s'il était au pouvoir, il ferait mieux que les libéraux.

Quant aux députés du Nouveau parti démocratique, c'est encore la même histoire qui se répète: ils se vantent d'avoir fait fonctionner le gouvernement dans le sens où ils le désiraient. Monsieur le président, étant donné la situation que l'on vit au Canada, je me demande si c'est dans l'intérêt du Nouveau parti démocratique de se vanter d'être ami avec les libéraux.

Monsieur le président, mes collègues et moi-même revenons d'une tournée dans nos circonscriptions et dans les circonscriptions avoisinantes, au Québec. Nous avons rencontré des gens de tous les milieux: des industriels, des professionnels, des ouvriers, des chômeurs et même des gens dépendant du bien-être social.

J'imagine que d'autres collègues d'autres partis ont tenté la même expérience, soit de revenir près de la population pour savoir et pouvoir exprimer ce qu'elle pense à la Chambre des communes.

Monsieur le président, cette expérience a été très enrichissante pour nous parce qu'elle nous a démontré les bons et les mauvais aspects de certaines lois.

● (1740)

Par la suite, nous avons eu des rencontres pour mettre en commun l'expérience que nous avons vécue. Nous